



# COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION D'ÉVREUX PORTES DE NORMANDIE

9 RUE VOLTAIRE (CS 40423) – 27 004 ÉVREUX

## PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL

V1.01 - Date de diffusion 29/082019



---

## Analyse du questionnaire « public » en ligne

## MAITRISE D'OUVRAGE :

---



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
D'ÉVREUX PORTES DE NORMANDIE**  
9, Rue Voltaire  
CS 40423  
27 004 Évreux

Gladys ROUSSEAU LAHEYE  
Responsable Service Climat  
T 02 32 31 92 05  
@ grousseau@epn-agglo.fr

## ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE :

---



**ALTEREA AGENCE DE PARIS**  
23, Avenue d'Italie  
75 013 Paris  
T 01 46 28 31 89

Ani DJINDIAN  
Chef de Projet  
T 06 25 86 59 53  
@ adjindian@alterea.fr

## SUIVI DU DOCUMENT :

---

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	29/08/2019	<i>1<sup>ère</sup> version du rapport</i>	PGAR	ADJI	G. Rousseau

*contact@alterea.fr – www.alterea.fr*

---

### **Agence Ouest (siège)**

26 bd Vincent Gâche CS 17502  
44275 Nantes Cedex 2  
T 02 40 74 24 81  
f 02 51 84 16 33

### **Agence de Paris**

23 Avenue d'Italie  
75013 Paris  
T 01 46 28 31 89  
f 02 51 84 16 33

### **Agence Nord**

21 rue Pierre Mauroy  
59000 Lille  
T 03 59 54 21 08  
f 02 51 84 16 33

### **Agence Sud-Ouest**

Parvis Louise Armand CS 21912  
33082 Bordeaux  
T 05 56 64 42 51  
f 02 51 84 16 33

### **Agence Sud – Est**

19 Rue de la Villette  
69003 Lyon  
T 04 87 24 90 75  
f 02 51 84 16 33

### **Agence Est**

20, Place des Halles  
67000 Strasbourg  
T 02 51 84 16 33  
f 02 51 84 16 33

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>CONTEXTE</b>	<b>4</b>
1.1	L'ELABORATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITOIRE (PCAET)	4
1.2	INSCRIPTION DANS LE PROCESSUS DE CONCERTATION	4
<b>2</b>	<b>ASPECTS METHODOLOGIQUE</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>RESULTATS</b>	<b>5</b>
3.1	PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	5
3.2	CONNAISSANCES DES ACTIONS MISES EN PLACE	7
3.3	ACTIONS INDIVIDUELLES	9
3.3.1	MOBILITE	9
3.3.2	CONSOMMATION	10
3.3.3	DECHETS	10
3.3.4	CONSOMMATION D'EAU	11
3.3.5	CONSOMMATION D'ENERGIE	12

# 1 CONTEXTE

## 1.1 L'élaboration du Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET)

La France est partie prenante des différents engagements internationaux et européens ayant un impact sur les questions du climat, de l'énergie et de la qualité de l'air. Les objectifs internationaux et nationaux sont indispensables pour cadrer l'action des États en matière de lutte contre le changement climatique.

En conséquence et pour traduire une partie de ces objectifs, la **Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 18 août 2015** a instauré des objectifs ambitieux d'ici 2050 :

- Réduire de 40% les émissions de GES en 2030 par rapport à 1990, et de 75% en 2050 ;
- Augmenter de 30% la part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation énergétique finale en 2030 ;
- Et diminuer la part nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025 pour atteindre les 50% du mix énergétique.

Au niveau local, la LTECV renforce également le rôle des collectivités, qui deviennent des acteurs incontournables de la transition énergétique via les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET). L'article 188 de la LTECV confie l'élaboration et la mise en œuvre des PCAET aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 20.000 habitants, avec un objectif de couvrir tout le territoire français.

Afin de respecter ces engagements, Évreux Portes de Normandie s'est donc engagé dans l'élaboration de son PCAET, dont l'arrêt est prévu en fin d'année 2019.

Au-delà des obligations réglementaires, le PCAET constitue pour le territoire de la Communauté d'Agglomération une **double opportunité** :

- Celle d'établir une stratégie de développement territorial intégrant de manière transversale les enjeux liés au climat, à l'air et à l'énergie ;
- Celle de mettre en œuvre, grâce à cet outil opérationnel, des actions coordonnées en faveur de la transition énergétique. Ces actions permettront au territoire d'être moins vulnérable au changement climatique et donc de rester attractif.

## 1.2 Inscription dans le processus de concertation

EPN a souhaité faire de son PCAET un document partagé, structuré et ambitieux. Pour cela, plusieurs moments de travail et d'interactions avec les citoyens, et plus largement l'ensemble des acteurs du territoire ont été programmés.

La mise en ligne d'un questionnaire, au printemps 2018, accessible sur le site de la collectivité, a représenté la première forme de concertation initiée pour la construction du PCAET.

Ce premier outil sera suivi par d'autres moments d'échanges dont une soirée « de lancement » grand public et des ateliers d'élaboration de la stratégie et du plan d'actions avec les acteurs du territoire (associations, entreprises, etc.).

## 2 ASPECTS METHODOLOGIQUE

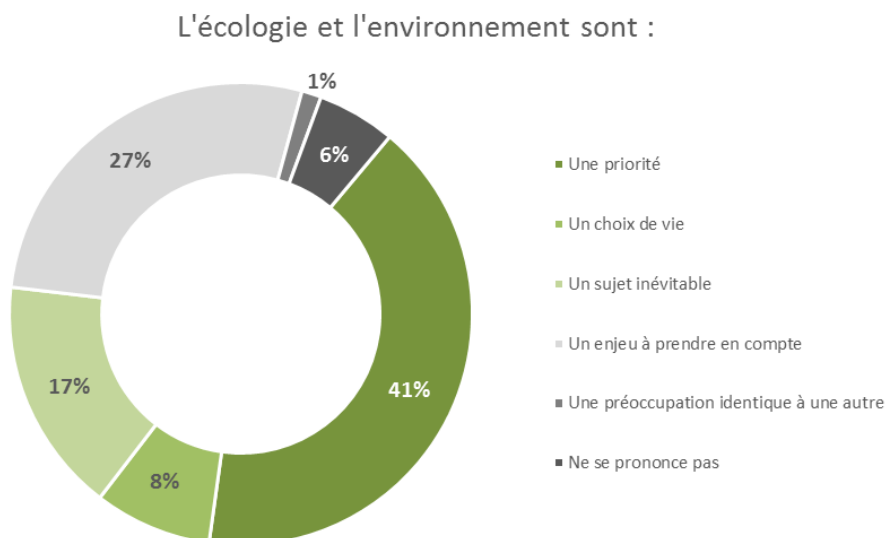
Le questionnaire est resté en ligne 4 mois environ et a également été distribué en version papier lors d'évènements organisés par Evreux Portes de Normandie. 66 réponses ont été enregistrées. Bien que ce nombre soit peu élevé au regard de la population totale de l'EPCI, l'échantillon ayant participé à l'enquête présente un profil assez proche de la population globale :

- Ils ont en moyenne 43 ans ; 38% des sondés ont moins de 40 ans, et 14% plus de 60. Ces chiffres sont proches de la moyenne d'EPN (38% de 0-30 ans ; 40% de 30-60 ans, 22% de plus de 60 ans);
- 32% d'entre eux sont des employés ou ouvriers (33% d'après les statistiques INSEE à l'échelle d'EPN) ; la représentation des cadres et professions intermédiaires est toutefois supérieure à la moyenne de l'agglomération : 32% (23% sur EPN d'après l'INSEE);
- Plus de la moitié des répondants qui habitent sur le territoire réside à Evreux même ;
- La très large majorité des enquêtés (81%) habite un logement individuel (64% à l'échelle d'EPN d'après l'INSEE), la part de propriétaire est également élevée (83%), en surreprésentation par rapport aux chiffres estimés sur EPN (57% d'après l'INSEE).

## 3 RESULTATS

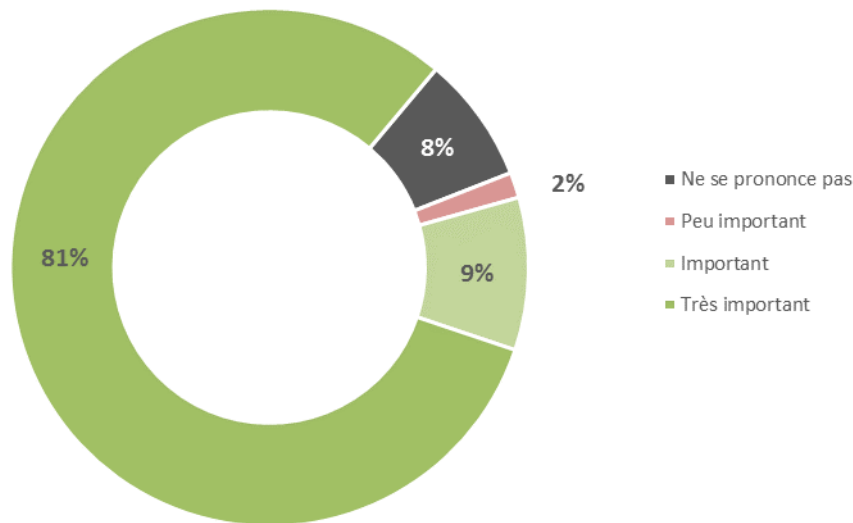
### 3.1 Perception du changement climatique

À la question « L'écologie et l'environnement sont pour vous (choisissez une réponse) », une majorité des enquêtés répond « une priorité » (41%), « un choix de vie » (8%) ou « un sujet inévitable » (17%). Le public ayant participé au questionnaire est donc très sensible à la cause environnementale. Seulement 1% des enquêtés considère qu'il s'agit d'une « préoccupation identique à une autre. »



Au vu de ces premières réponses, il n'est donc pas étonnant de constater qu'à la question suivante, « Quelle importance revêt pour vous la lutte contre le changement climatique ? » une écrasante majorité considère le sujet comme très important (81%). Seulement 2% des enquêtés considère qu'il s'agit d'une problématique peu importante et aucun ne considère qu'il ne soit pas important du tout d'agir. 8% ne se prononcent pas.

## Quelle importance revêt la lutte contre le changement climatique ?



Au cours de la question suivante il était demandé aux enquêtés s'ils considéraient la lutte contre le changement climatique comme importante pour agir sur différentes thématiques :

- Améliorer la qualité de l'air ;
- Prévenir des catastrophes naturelles ;
- Préserver les ressources naturelles ;
- Limiter l'augmentation des températures ;
- Limiter les risques pour la santé humaine ;
- Encourager la consommation responsable ;
- Réduire la consommation d'énergie ;
- Développer les énergies renouvelables ;
- Réduire les coûts pour la société ;
- Créer des emplois, innover ;
- Développer la croissance verte ;
- Préserver la biodiversité ;
- Éviter les migrations climatiques ;
- Sauver des vies
- Rendre les territoires résilients.

Les enquêtés ont globalement toujours considéré qu'un lien existait et que la lutte contre le changement climatique permettait de répondre aux enjeux cités. **Le lien semble particulièrement flagrant lorsqu'il s'agit de l'environnement naturel : la qualité de l'air, la protection de la biodiversité et la préservation des ressources naturelles sont ainsi citées comme des thématiques « très importantes » dans le cadre de la lutte contre le changement climatique par plus de 90% des sondés.**

En revanche, plus de 10% des enquêtés considèrent que la lutte contre le changement climatique n'est pas importante pour innover, créer des emplois ou encore réduire les coûts pour la société.

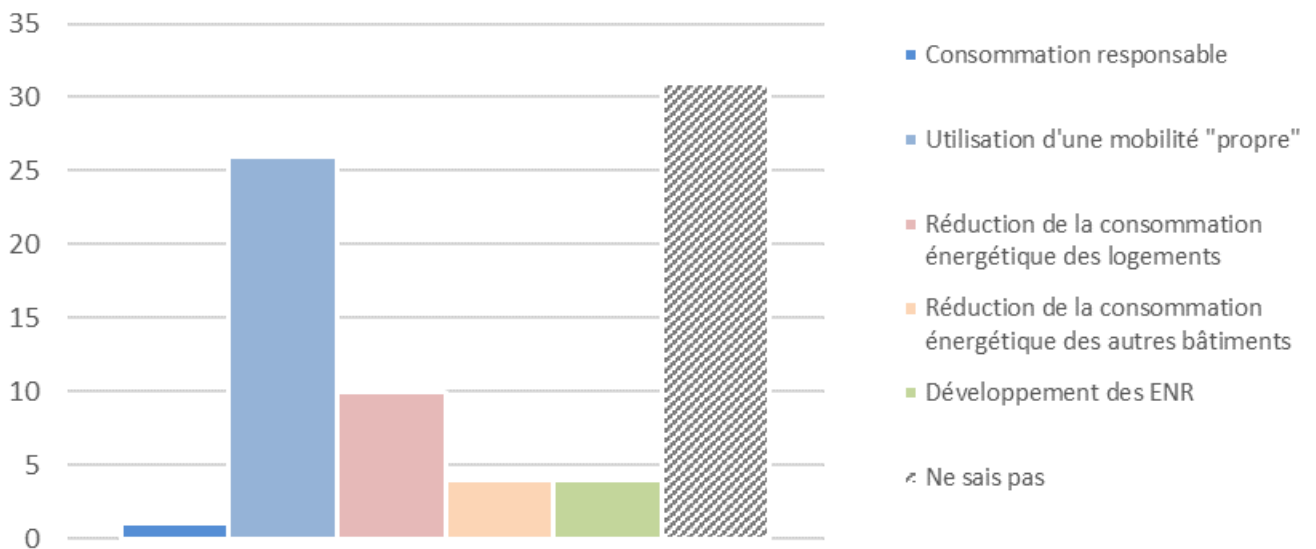
*Pourtant, de nombreuses actions en faveur de la réduction des émissions de GES reposent sur une réduction de la consommation d'énergie, et donc des coûts pour la société (que ce soit la collectivité, le gestionnaire des réseaux, les ménages ou les entreprises). Les actions en faveur de la rénovation énergétique ou du développement des énergies renouvelables sont également des moyens de conforter l'emploi artisanal local et de développer de nouvelles filières sur le territoire.*

### 3.2 Connaissances des actions mises en place

Après les questions portant sur la perception de la lutte contre le changement climatique, l'enquête se focalisait sur la connaissance des actions mises en place par la collectivité, les employeurs et le monde associatif. À chaque fois, plusieurs thématiques étaient proposées : consommation responsable, mobilité propre, réduction de la consommation énergétique, développement des énergies renouvelables.

Concernant la collectivité, les actions les plus connues sont celles portant sur la mobilité ; toutefois, moins de 50% des enquêtés a affirmé en avoir connaissance. Moins de 10% des sondés avaient par ailleurs connaissance d'actions visant à soutenir une consommation responsable ou le développement des énergies renouvelables. Près de la moitié des répondants (49%) n'avait connaissance d'aucune action dans l'un de ces domaines.

#### Dans quels domaines connaissez-vous des actions d'EPN ?



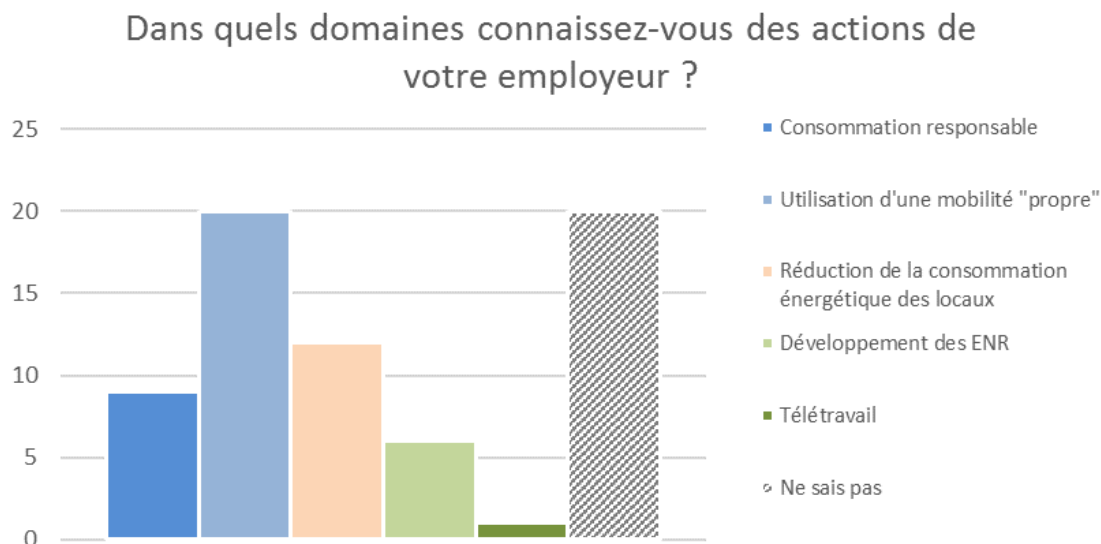
*Evreux Portes de Normandie porte aujourd'hui de nombreuses actions sur l'ensemble de ces thématiques, avec en premier lieu l'organisation du réseau de transport en commun, mais aussi la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (portée par SOLIHA) ou des études pour le développement des énergies renouvelables sur le patrimoine public en lien avec le SIEGE par exemple.*

*Les réponses au questionnaire démontrent à cet égard une réelle méconnaissance des actions de la collectivité, qui peut pour partie s'expliquer par l'évolution récente de son périmètre et de ses compétences et de la difficulté pour les habitants à dissocier les actions portées par les communes, l'EPCI, les syndicats mixtes, le département, etc.*

*Il y a donc un fort enjeu de communication pour EPN.*

Une partie des sondés (25%) n'est pas en emploi (étudiants, retraités, sans activités) et n'ont donc pas répondu à la question portant sur la connaissance d'actions menés par l'employeur. Parmi ceux en mesure de répondre, plus de 40% affirment ne pas connaître d'actions menées au sein de leur entreprise.

La mobilité ressort comme la thématique la plus citée, vraisemblablement du fait de la mise en place dans nombre d'entreprise de la « prime transport. » Un quart des répondants citent par ailleurs des actions en faveur de la réduction de la consommation énergétique des locaux. Au travers du champ libre, une personne fait mention du télétravail.



À nouveau, le fort taux de réponse « ne sais pas » interroge quant aux actions menées par les entreprises : des actions sont-elles en places mais méconnues des employés, ou bien aucune action n'est-elle mise en place ? Dans les deux cas, il semble donc que la lutte contre le changement climatique ne soit que faiblement intégrée dans le tissu économique local.

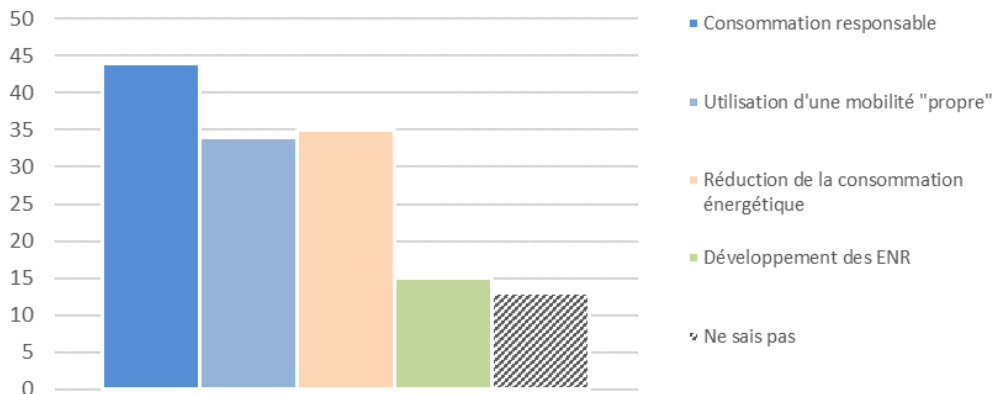
Pourtant, de nombreuses actions pourraient être menées et représenteraient par ailleurs des sources d'économies, d'amélioration du confort ou de croissance pour les entreprises : réduction de l'éclairage et plus largement de la consommation d'énergie, optimisation des surfaces construites, production d'énergies renouvelables, etc.

L'association du monde économique à l'écriture et au portage du plan d'actions du PCAET sera à cet égard une façon d'impliquer davantage les entreprises mais aussi de leur assurer une forme de visibilité pour leur engagement.

Les actions menées par le monde associatif sont d'assez loin les plus connues par les enquêtés : « seulement » 20% des sondés affirment ainsi ne pas avoir connaissance d'actions. Contrairement aux actions de la collectivité et des employeurs, c'est la consommation responsable qui est la plus citée pour le monde associatif (démarches zéro déchets, consommation locale, etc.)



### Dans quels domaines connaissez-vous des actions d'associations locales ?



*La diversité des champs d'intervention du monde associatif et sa bonne perception auprès du grand public en fait un milieu important à associer au Plan d'Actions du PCAET afin d'assurer une diffusion et une appropriation la plus large possible des actions à mettre en place.*

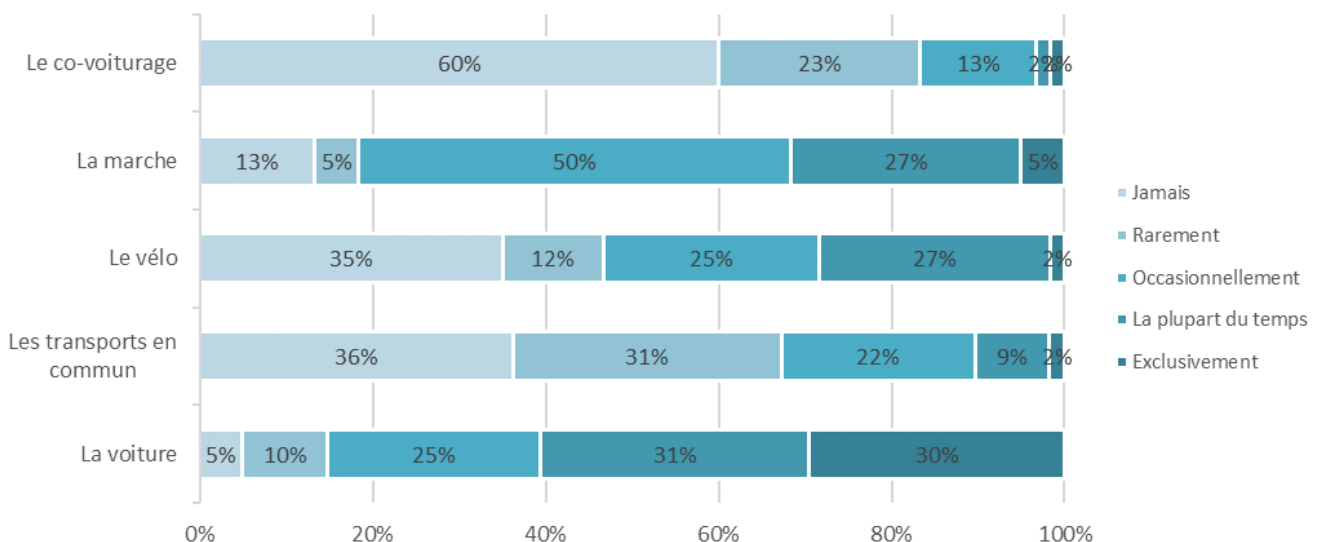
### 3.3 Actions individuelles

Une dernière partie du questionnaire enfin s'intéressait aux pratiques des enquêtés et aux actions qu'ils avaient déjà pu mettre en place dans leur quotidien. Plusieurs volets ont été abordés : la mobilité quotidienne, les achats, les déchets, l'eau, la consommation énergétique et enfin la préservation de l'environnement.

#### 3.3.1 Mobilité

En termes de mobilité quotidienne, une très grande majorité des enquêtés a un recours fréquent à la voiture individuelle. Ce résultat est conforme aux relevés du diagnostic, qui fait état d'un fort autosolisme sur EPN. Toutefois, il est à relever que 52% des répondants utilisent de manière

#### Vos moyens de déplacement au quotidien sont :

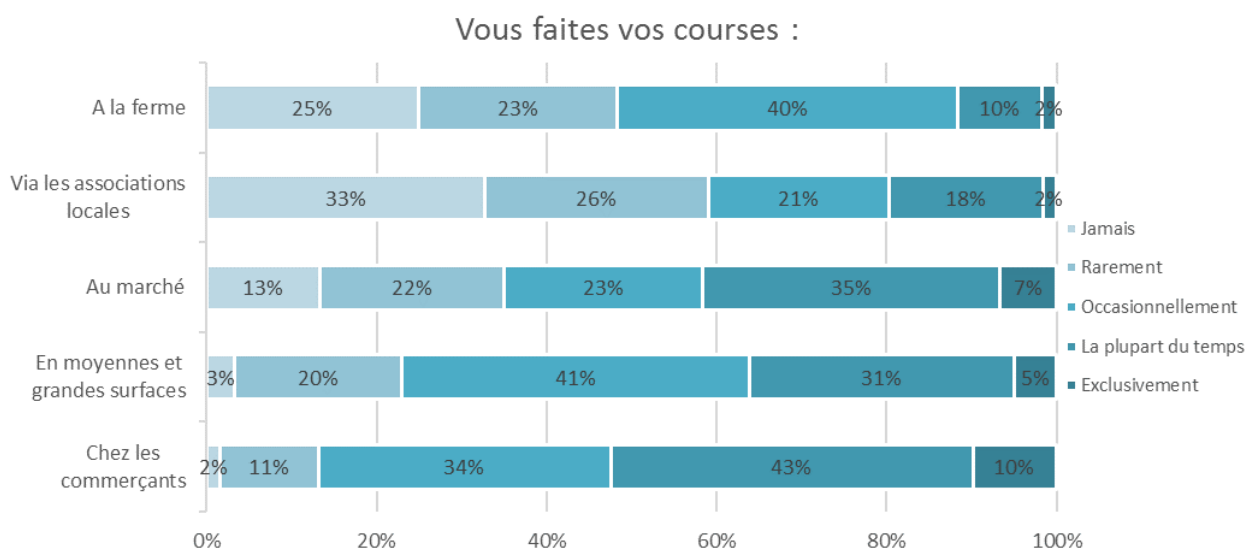


régulière leur vélo (27% la plupart du temps, et 25% occasionnellement) et 77% la marche à pied (27% la plupart du temps et 50% occasionnellement).

### 3.3.2 Consommation

En ce qui concerne les pratiques en termes d'achats pour les courses, la plupart des enquêtés se rendent dans plusieurs types de commerces. À titre d'exemple, seulement 5% des sondés font « exclusivement » leurs courses en grandes et moyennes surfaces.

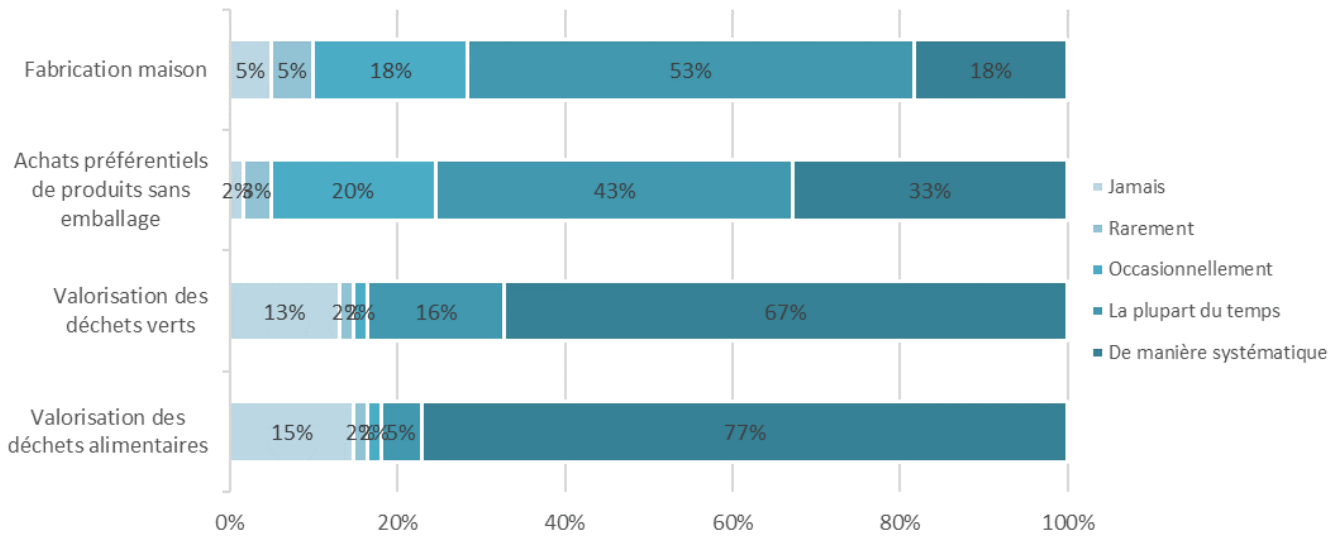
Un nombre important d'enquêtés réalise ses achats « la plupart du temps » au marché (35%) et/ou chez les commerçants (43%). Une partie des enquêtés réalise également ses achats via des associations locales (AMAP, La ruche qui dit oui, etc.) ou à la ferme. Ces pratiques sont toutefois moins connues et représentent souvent une partie des achats uniquement : seuls 2% des sondés font « exclusivement » leurs achats à la ferme, et 10% « la plupart du temps. »



### 3.3.3 Déchets

En matière de gestion et de réduction du volume de déchets produits, les enquêtés sont très mobilisés : plus de 75% d'entre eux déclarent ainsi valoriser « de manière systématique » leurs déchets alimentaires, et 67% leurs déchets verts également. Ces taux très élevés laissent à penser que les enquêtés sont, au moins en partie, des habitants sensibles et déjà engagés sur les thématiques environnementales. Toutefois, l'achat de produits sans emballages est nettement moins fréquent, tout comme la fabrication maison : ces leviers peuvent à cet égard être des pistes d'actions pour « aller plus loin » pour le public déjà initié.

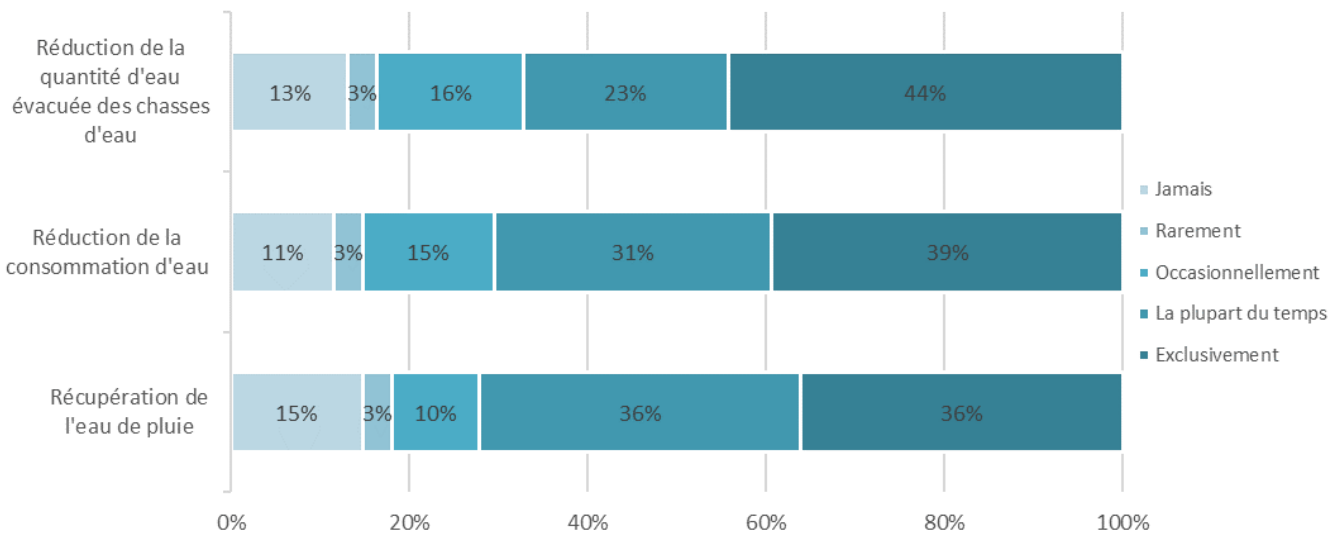
Pour réduire vos déchets, vous privilégiez :



3.3.4 Consommation d'eau

La consommation d'eau est un sujet globalement déjà bien approprié également, on constate ainsi que plus de la moitié des enquêtés récupère l'eau de pluie de manière systématique ou la plupart du temps et réduit la quantité d'eau utilisée pour les chasses d'eau. Un socle de 10 à 15% des sondés ne met toutefois aucune de ces pratiques en œuvre.

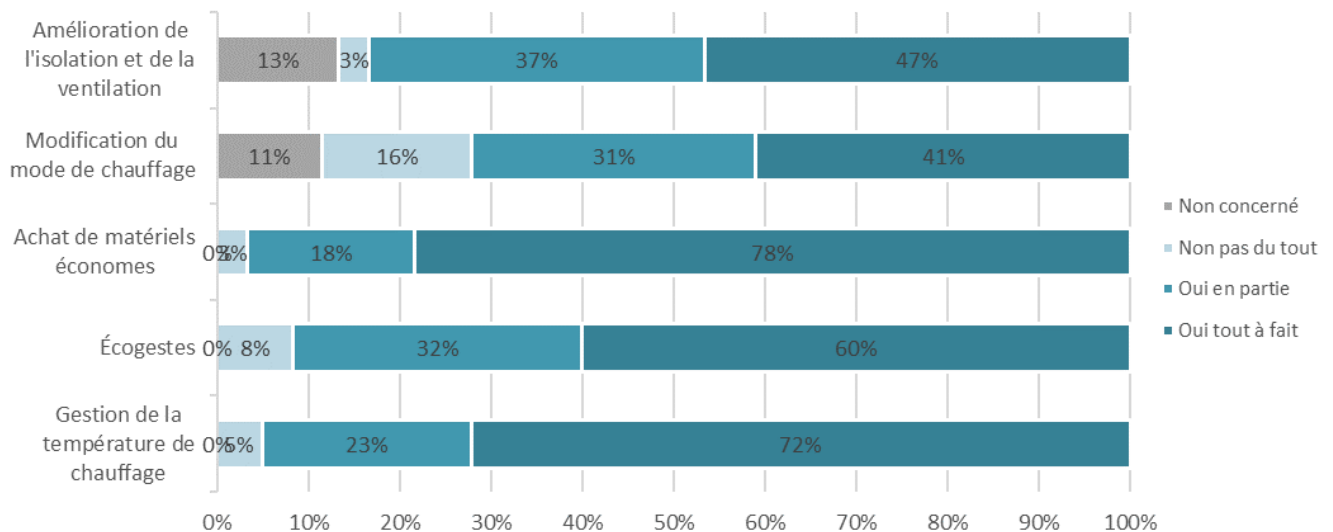
Pour réduire votre consommation d'eau, vous privilégiez :



### 3.3.5 Consommation d'énergie

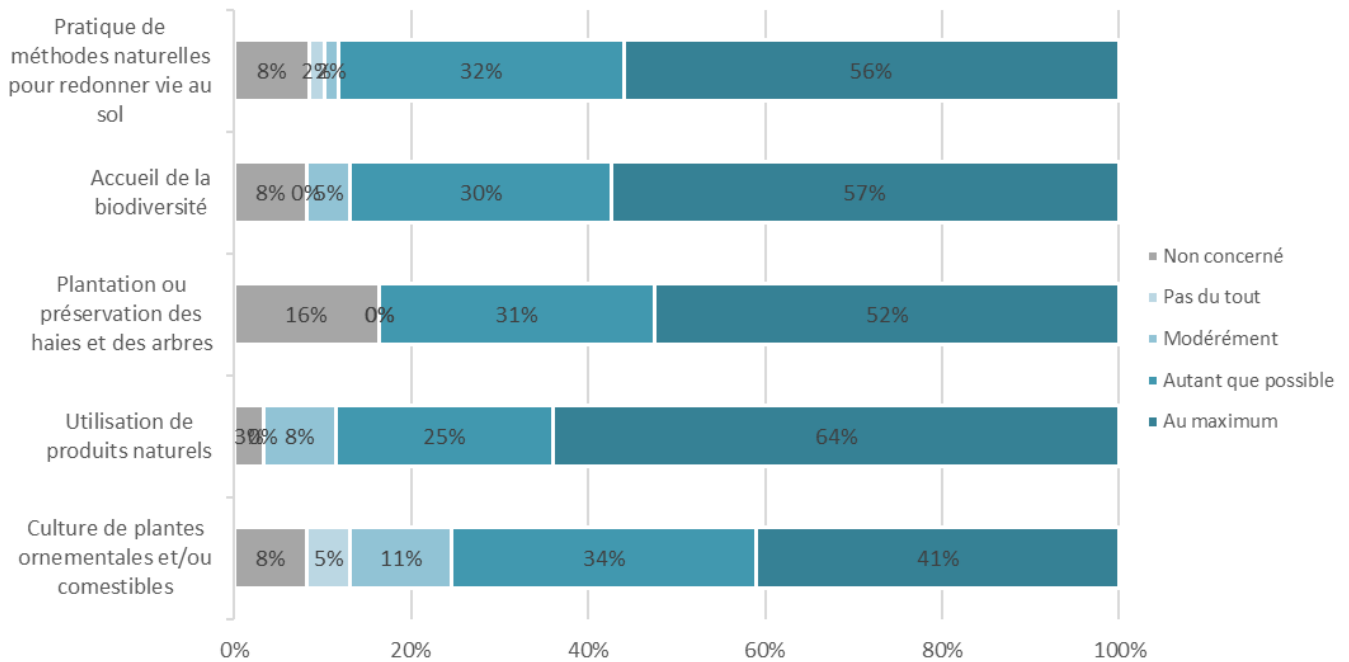
La majorité des enquêtés est attentive à sa consommation d'énergie, en particulier via la gestion de leur température de chauffage (72% des enquêtés disent y faire « tout à fait » attention) et l'achat de matériels économes (78% « tout à fait » et 18% « en partie »). Les pratiques concernant des investissements plus lourds (évolution des modes de chauffage ou travaux d'isolation / de ventilation) sont moins fréquemment cités. Bien que la volonté semble présente (un tiers des sondés déclarent par exemple avoir fait « en partie » des travaux), la mise en œuvre semble plus complexe ; la charge financière comme la complexité du suivi ou encore la méconnaissance des aides sont des sources d'explication de ce moindre plébiscite.

Pour réduire votre consommation d'énergie, vous privilégiez :



Enfin, la préservation de l'environnement représente un sujet important pour les enquêtés : plus de 50% d'entre eux déclarent utiliser des produits naturels (pour l'entretien de la maison, le jardinage, etc.), préserver les haies et/ou les arbres chez eux, « accueillir » la biodiversité par des moyens divers (mangeoires pour oiseaux, hôtels à insectes, etc.).

Afin de préserver la biodiversité, vous privilégiez :



Les enquêtes font montre d'une variété d'actions déjà mises en place, de manière partielle ou systématique. Si ces réponses laissent à penser que les sondés sont un public plus « sensible » que la moyenne, la hiérarchie des résultats permet de distinguer deux catégories d'actions :

**Des actions déjà très appropriées et partagées :** ce sont des « clés d'entrée » pour le grand public sur les différentes thématiques abordées. Souvent peu coûteuses et avec un résultat visible de manière rapide, elles permettent de faciliter l'appropriation et l'acceptation de la transition écologique et énergétique. On peut citer par exemple : la mise en place d'écogestes, la récupération de l'eau de pluie, la valorisation des déchets alimentaires.

**Des actions moins partagées ou systématiques :** elles constituent des actions nécessitant un temps d'appropriation ou de mise en place plus long et plus complexe. Pour le grand public, ces actions représentent un changement de comportement plus important, à la portée pas toujours bien identifiée, ou au coût (économique, temporel, social) trop important. Si la collectivité souhaite encourager ces actions, elle devra donc davantage accompagner le public. On peut citer notamment l'évolution des modes de chauffage, l'achat sans emballages, le recours au circuit court, la pratique du vélo, l'accompagnement des acteurs économiques, etc.